



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

ARRETE MODIFICATIF
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT
DURABLE
N°IC 2003/1952
MTB

Le Préfet des Côtes d'Armor,

Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2006, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2005, modifié, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « Joëlle URVOY », l'autorisant à exploiter à SAINT DONAN au lieu-dit « la Croix » un élevage avicole de 69 650 animaux équivalents ;
- VU la demande présentée le 10 juillet 2007 par l'installation classée « **Joëlle URVOY** », sise « la Croix » en SAINT DONAN, en vue de la mise à jour de la gestion des déjections d'un élevage avicole autorisé sur 2 sites en SAINT DONAN, le site de « La Croix » et PLOUVARA le site « Le Goessio » (69 650 poulettes démarrées), sans modification du cheptel, en SAINT DONAN au lieu-dit « la Croix » (Section D2 N° 218-456-876 et ZL N° 32) et en PLOUVARA « Le Goessio » ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 17 mars 2008 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 30 mai 2008 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du Gouët ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de PLOUFRAGAN - CHATELAUDREN, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12 500 UN et le plafond d'épandage est de 75 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit (sur la base de 0,083 UN/poulette produite) 12 162 UN (dont 11 562 volaille) et 9 987 UP 205 qui sont gérées de la façon suivante :

- 2 636 UN et 2 080 UP205 sont épandues sur 25,6 Ha de terres en propre, soit une charge azotée de 103 UN/Ha ;
- 2 000 UN et 1 160 UP205 sont mises à disposition d'un prêteur ;
- 7 526 UN et 6 247 UP 205 sont reprises par la société HUON.

CONSIDERANT que l'élevage de Madame URVOY est composé de deux sites d'exploitation, le site de « La Croix » à SAINT DONAN et le site de « Le GOESSIO » sur la commune de PLOUVARA. Les deux sites sont situés en ZES et en ZAC et que Madame URVOY exploite 4,4 Ha de terres dans le bassin versant de l'IC ;

CONSIDERANT que les charges en phosphore organique sont de 81,3 UP205/Ha chez le pétitionnaire et de 75,6 UP205/Ha de SDN chez le prêteur ;

CONSIDERANT que Madame URVOY a mis une unité de compostage de fumiers de volailles sur le site « Le Goessio » en PLOUVARA d'une surface de 394 m² ;

CONSIDERANT que Madame URVOY produisait avec les anciennes normes CORPEN 11 744 unités d'azote et qu'elle gérait les déjections issues de son exploitation de la manière suivante :

- 6 084 unités d'azotes étaient épandues sur les terres du pétitionnaire ainsi que sur les terres de 3 prêteurs de terres, Monsieur Michel ALLO, le GAEC LE PROVOST et Monsieur Sébastien HELLO. La pression en azote organique sur les terres recevant des déjections était alors de 122,3 unités d'azote par hectare.
- 5 660 unités étaient reprises sous forme de compost par la société SERAGRI ;

CONSIDERANT que suite à l'arrêt d'activité de M. Michel ALLO, les 3,47 Ha de terres qu'il mettait à disposition dans le précédent plan d'épandage sont maintenant exploités par le pétitionnaire ;

CONSIDERANT que Monsieur Sébastien HELLO a dénoncé la convention d'épandage qui le liait avec Madame Joëlle URVOY.

CONSIDERANT que la pétitionnaire produit actuellement 12 162 unités d'azote. Cette augmentation d'azote est liée à la prise en compte des nouvelles normes CORPEN qui fait évoluer l'azote produit par poulette de 80 grammes à 83 grammes ;

CONSIDERANT que les déjections issues de son exploitation seront gérées de la manière suivante :

- 2 636 UN et 2 080 UP205 seront épandues sur 25, 6 Ha de terres en propre, soit une charge azotée de 103 UN/Ha et une charge en phosphore organique de 81, 3 UP205/Ha.
- 2 000 UN et 1 160 UP205 sont épandues sur les terres d'un prêteur pour une charge azotée de 129 UN/Ha et une charge en phosphore organique de 75, 6 UP205/Ha.
- 7 526 UN et 6 247 UP205 sont reprises par la société HUON sous forme de compost répondant à la norme NFU 42 001 ;

CONSIDERANT que la pétitionnaire exploite 4, 4 hectares de terres situées dans le bassin versant de l'IC, qu'elle est tenue de respecter 140 unités d'azote totale par hectare de S.A.U. sur les surfaces concernées ;

CONSIDERANT que la pétitionnaire épand sur les terres concernées 553 UN organique et 50 UN minéral pour une S.A.U. de 4, 4 Ha et que la pression azotée totale par hectare de S.A.U. est donc de 137, 2 ;

CONSIDERANT que l'exploitante, qui n'est pas soumise à l'obligation de traitement, compost une grande partie des fumiers de poulettes issus de son exploitation pour les transformer en produit normalisé NFU 42001 exporté vers des cantons dont la charge est inférieure à 140 UN/Ha ;

Considérant que l'exploitante augmente par rapport à sa précédente demande la quantité d'azote transférée et ce même en tenant compte de l'augmentation des normes CORPEN ;

Considérant que l'exploitante épandra le reste des déjections issues de son élevage sur 57,43 Ha de terres épandable alors qu'elle épandait jusqu'à présent les déjections sur 106,20 Ha et qu'elle libère donc de la surface épandable ;

Considérant qu'aucune autre modification n'est apportée à l'élevage ou à son mode de fonctionnement et que son exploitation n'a pas entraîné de gênes connues ;

Considérant que l'exploitant respecte le seuil des 140 unités d'azotes totales par hectare de surface agricole utile sur les surfaces exploitées sur le bassin versant de l'IC.

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2005 sont modifiées comme suit :

1.1. - Madame URVOY Joëlle, ci-après dénommé l'éleveur, demeurant à SAINT-DONAN au lieu dit "La Croix", est autorisée à exploiter à cette adresse (section D2 parcelles n° 218-456-876), à moins de 100 mètres des tiers les plus proches et au lieu dit "Le Goessio" en PLOUVARA (section ZL parcelle n° 32), à moins de 100 mètres des tiers les plus proches et à moins de 50 mètres d'un ruisseau, conformément aux plans et mémoire annexés à la demande un élevage avicole de 69 650 animaux équivalents en présence simultanée répartis comme suit :

- site de La Croix en SAINT-DONAN : 42 050 AE,

- site Le Goessio en PLOUVARA : 27 600 AE.

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n°2111-1 de la nomenclature, la pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et celles définies ci-après.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant la production d'azote

Les dispositions de l'article 2^{ème} de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2005 sont modifiées comme suit :

La production d'azote organique totale de l'exploitation ne devra pas dépasser un plafond de 12 162 unités d'azotes par an.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES BATIMENTS D'ELEVAGE.

LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 3^{EME} DE L'ARRETE PREFECTORAL DU 12 OCTOBRE 2005 SONT MODIFIEES COMME SUIVANT :

3.1. Aménagement :

3.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 4 644 m² sur les deux sites d'élevage.

3.1.2. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3.1.3. - Tout stockage de fumier, en dehors des poulaillers, est interdit sur le site d'implantation des élevages.

3.1.4. - L'éleveur et les agriculteurs signataires d'une convention d'épandage avec le pétitionnaire devront utiliser un matériel adapté permettant un épandage homogène et ne dépassant pas les besoins des cultures en éléments fertilisants.

3.2. - Sécurité :

3.2.1. - Les matériaux employés pour la construction et la rénovation du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

3.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue des élevages.

3.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

3.2.5. - Installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS

61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

3.2.6. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

ARTICLE 4 - Prescriptions complémentaires concernant la fabrique d'engrais et supports de cultures.

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation.

4.1 - Dispositions générales

4.1.1. Conformité de l'installation à la déclaration

L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions ci-après.

4.1.2. Modifications

Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

4.1.3. Dossier installation classée

L'éleveur doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de déclaration,
- les plans tenus à jour,
- l'acte administratif réglementant l'activité,
- le cahier de suivi du compostage,
- les documents et analyses visés à l'article 3.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.2 - Implantation – aménagement

4.2.1. Madame Joëlle URVOY est autorisée à exploiter au lieu dit Le Goessio en PLOUVARA (section ZL n° 31), à moins de 100 mètres d'une zone destinée à l'habitation, une unité (S = 394 m2) de fabrication d'engrais organiques et de supports de cultures pour une production annuelle de 140 tonnes.

4.2.2. Règles d'implantation

Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, l'installation doit être implantée :

- à au moins 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, des établissements recevant du public ;
- à au moins 50 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient

destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

- à au moins 200 mètres des lieux et baignade et des plages ;

- à au moins 500 mètres des piscicultures et des zones conchyliques, aquacoles et gisements naturels de coquillages.

- à au moins 500 mètres des piscicultures et des zones conchyliques, aquacoles et gisements naturels de coquillages.

4.2.3. Intégration dans le paysage

L'éleveur prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site (peinture, plantations, engazonnement...). Il tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (plantations, engazonnement, etc.).

4.2.4. Interdiction d'habitation au-dessus des installations

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux habités ou occupés par des tiers.

4.2.5. Accessibilité - voie de circulation.

Les différentes zones de l'installation doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments éventuels sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de déchets sur les voies de circulation.

4.2.6. Installation de compostage.

4.2.6.1. - Au sens du présent arrêté, une installation de compostage est une installation qui, à partir d'un procédé biologique aérobie contrôlé, permet la stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique avec obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante ou support de culture ou comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture.

4.2.6.2. - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par la norme NFU-42 001.

4.2.6.3. - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera d'un hangar (S=394 m²) aménagé, divisé en deux silos de compostage équipés de gaines de ventilation pour une aération forcée de la masse de fumier en compostage et offrant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

4.2.6.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

4.2.6.5. - Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour récupérer les liquides d'égouttage qui seront, soit dirigés vers les installations de stockage, soit récupérés dans l'installation pour l'humidification des andains.

Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

4.2.6.6. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

4.2.6.7. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée et après accord de l'inspection des installations classées .

4.2.6.8. - La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

4.2.6.9. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle au plus tard 6 mois à compter de la date du présent arrêté.

4.2.7. Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

4.3 - Exploitation - entretien.

4.3.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

4.3.2. Propreté.

L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

4.3.3. Contrôle et suivi du compostage.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

4.3.3.1. Le process doit respecter un minimum de deux retournements ou une aération forcée et l'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines. L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer au moins les relevés suivants : (J correspondant au jour de chaque retournement.)

- 1ère mesure à J + 2 jours
- 2ième mesure à J + 5 jours
- 3ième mesure à J + 12 jours

Ces opérations sont renouvelées à chaque retournement.

- 4.3.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- la quantité de matières premières entrantes en compostage par catégorie,
- l'origine des matières premières (nature et origine des déjections - origine des déchets verts, le cas échéant),
- les dates d'entrée en compostage (correspondant au 1er retournement),
- les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- les mesures de température (date des mesures et relevés de température),
- les dates des retournements ultérieurs,
- la date de l'entrée en maturation,
- le bilan matière dans la mesure où le procédé démontrant un abattement d'azote sur le fertilisant à épandre.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

4.3.3.3. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

4.3.3.4. Ces documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

4.3.3.5. Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

4.3.3.6. Pour les composts qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

4.3.4 Utilisation du compost.

* Compost utilisé comme produit commercial destiné à être mis sur le marché

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les composts doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants:

Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, oeufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-4.

* Compost utilisé en tant que matière fertilisante destinée à l'épandage

A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation ou d'avoir un produit conforme à une norme d'application obligatoire, l'exploitant doit respecter les dispositions réglementaires en matières d'épandage d'effluents d'origine agricole définies par les arrêtés préfectoraux relatifs aux élevages et par l'arrêté préfectoral relatif au programme d'action " nitrates".

Le compost obtenu selon la méthodologie définie dans le dossier et répondant à la norme peut être épandu à 10 mètres des tiers.

Le suivi de l'épandage est assuré par l'enregistrement sur le cahier de fertilisation conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

* Compost utilisé comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture vers une unité installation classée sous la rubrique 2170

L'exploitant doit mettre en place une traçabilité conformément à l'article 3.4.

4.4. Gestion des flux – Traçabilité

Une convention est établie avec un prestataire de service, qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2170 pour 200 tonnes de compost par an soit 7526 unités d'azote.

Cette convention devra préciser :

- les obligations de l'éleveur,
 - les conditions de reprise,
 - les modalités selon lesquelles la société qui assure la reprise fournira à l'inspecteur des installations classées les informations nécessaires concernant la destination finale du produit.
- Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m³,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m³, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits afin de pouvoir gérer les déjections de l'exploitation sur le plan d'épandage déclaré dans le dossier joint à la demande

4.5. - Prévention des risques incendie.

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ..) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à prévenir ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux dangers à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

En cas d'exploitation par andains, l'exploitant doit disposer d'une aire réservée laissée disponible, de superficie au moins égale à 2 fois la surface d'un andain, et d'un engin approprié permettant d'étaler un tas en feu.

4.6. - Air - odeurs.

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

ARTICLE 5 - Prescription particulière concernant l'épandage :

Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 août 2007 concernant les parcelles du plan d'épandage situées dans le bassin versant contentieux de L'IC à compter du 1er janvier 2008.

ARTICLE 6 - Résorption

Par transfert : 7 526 unités d'azote.

ARTICLE 7 -

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 12 octobre 2005 restent inchangées.

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement. Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de SAINT DONAN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

ARTICLE 9 -

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire, à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 10 -

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DES COTES D'ARMOR, LE MAIRE DE SAINT DONAN, L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES, SONT CHARGES, CHACUN EN CE QUI LE CONCERNE, DE L'EXECUTION DU PRESENT ARRETE, DONT COPIE SERA NOTIFIEE AUX PETITIONNAIRES POUR ETRE CONSERVEE EN PERMANENCE ET PRESENTEE A TOUTE REQUISITION DES AUTORITES ADMINISTRATIVES OU DE POLICE.

SAINT-BRIEUC, le 6 AOÛT 2008

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Jacques MICHELOT

